

Les métiers de l'audiovisuel, de l'électronique et de l'équipement ménager : un secteur en quête de talents et d'équilibre social



En 2024, la branche des Commerces et Services de l'Audiovisuel, de l'Électronique et de l'Équipement Ménager emploie **68 427 salariés**, répartis dans **4 918 entreprises**. Ce secteur, souvent perçu comme traditionnel, est en réalité en pleine mutation, confronté à des défis sociaux et économiques majeurs.

Avec une **main-d'œuvre majoritairement masculine** (66 %), il reflète des disparités persistantes entre les genres, notamment dans les métiers techniques où les femmes ne représentent que 34 % des effectifs. À l'inverse, les fonctions commerciales et administratives attirent davantage de femmes, soulignant la nécessité de promouvoir une **mixité plus équilibrée** dans tous les métiers.

La **stabilité de l'emploi est un atout du secteur**, avec **90 % des salariés en CDI**. Cependant, cette stabilité est nuancée par un **turnover élevé** (17 %), plus marqué dans les grandes entreprises (20 %). Les **démissions** (38,5 % des départs) et les fins de période d'essai (16 %) révèlent des tensions sur le marché du travail, où les salariés recherchent davantage de **sens** et de

conditions de travail satisfaisantes.

Ces défis soulignent l'importance de repenser les **politiques de fidélisation** et d'améliorer l'expérience des salariés pour limiter les départs.

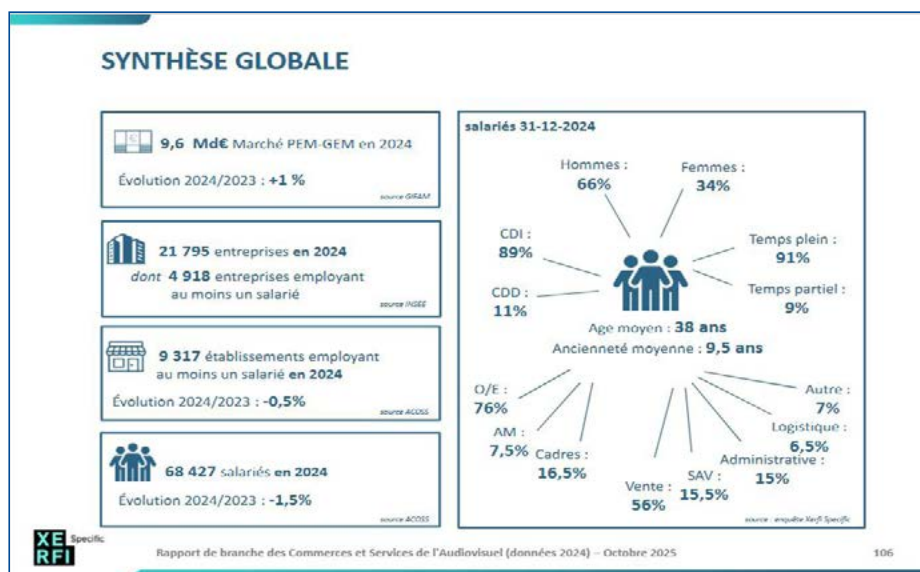
L'**alternance joue un rôle clé dans la formation des jeunes talents**, avec **4 693 contrats signés** en 2024, dont **4 278 en apprentissage**. Ces dispositifs permettent aux entreprises de former des salariés adaptés à leurs besoins, tout en offrant aux jeunes une **insertion professionnelle concrète**. Les tuteurs, majoritairement masculins (77 %) et âgés en moyenne de 39 ans, sont des acteurs essentiels dans cette **transmission des savoir-faire**. Cependant, le **vieillessement des effectifs** (âge moyen de 38 ans) et la faible proportion de **moins de 25 ans** (12 %) posent la question du **renouvellement des générations** et de l'attractivité du secteur pour les jeunes.

Les **rémunérations**, bien qu'en progression, restent **inégaes** selon les métiers et les régions. Les **ouvriers et employés**, qui représentent 76 % des effectifs, perçoivent souvent des salaires proches du SMIC, tandis que les **cadres**

(16,5 % des effectifs) bénéficient de rémunérations plus attractives. Ces écarts interrogent sur la **valorisation des métiers manuels**, essentiels à la pérennité du secteur. Par ailleurs, les **disparités régionales** sont significatives : un salarié en Île-de-France gagne en moyenne **131 euros de plus par mois** qu'un salarié en Bourgogne-Franche-Comté, reflétant les inégalités économiques et le coût de la vie.

Les **conditions de travail restent un enjeu majeur pour la branche**. Les métiers de la **réparation** et de l'**installation**, souvent exercés en déplacement ou en atelier, exposent les salariés à des **risques physiques** (port de charges, postures contraignantes) et **psychologiques** (pression client, isolement). En 2024, **3 % des salariés** sont reconnus en situation de handicap, un taux inférieur à la moyenne nationale (3,6 %), mais en progression grâce à des **politiques d'inclusion renforcées**. Les grandes entreprises (50 salariés et plus) affichent un taux de travailleurs handicapés de **4,2 %**, contre seulement **1,6 %** dans les petites structures, soulignant la nécessité d'un accompagnement adapté pour les TPE et PME.

Pour assurer son avenir, le secteur doit relever trois défis majeurs : **attirer et fidéliser les talents, valoriser les métiers techniques, et améliorer durablement les conditions de travail**. Ces efforts seront déterminants pour construire une branche **résiliente, innovante et inclusive**, capable de s'adapter aux mutations économiques et technologiques tout en préservant son ancrage artisanal. La collaboration entre entreprises, syndicats et opérateurs de compétences sera essentielle pour relever ces défis et garantir la **pérennité** du secteur dans les années à venir. ■



Pour approfondir, retrouvez l'article complet sur le site de FEDELEC

